

nance d'expulsion parce que ses membres ont conservé la nationalité chinoise. Les parents et leurs enfants seront persécutés en Chine parce que l'État leur refuse la permission d'avoir des enfants.

Le gouvernement abandonnera-t-il sa politique d'expulsion des ressortissants chinois qui veulent avoir des enfants et en protéger la vie?

L'hon. Marcel Danis (ministre d'État (Jeunesse), ministre d'État (Condition physique et Sport amateur) et leader adjoint du gouvernement à la Chambre des communes): Madame la Présidente, la député de Halifax, qui est une avocate chevronnée, devrait savoir qu'en vertu du processus, les décisions sont prises par les arbitres de l'immigration et ensuite par la Commission de l'immigration et du statut de réfugié, deux instances indépendantes.

Quant à l'expulsion vers la Chine, la députée devrait savoir que la ministre de l'Emploi et de l'Immigration a suspendu toutes les expulsions et que cette suspension demeure en vigueur jusqu'à maintenant.

Mme Mary Clancy (Halifax): C'est très réconfortant, madame la Présidente, mais il n'est pas très réconfortant pour la famille Siu de se faire dire qu'il lui faudra rentrer dans son pays une fois que leur enfant sera né. Nous savons qu'on refuse la nourriture et les médicaments en Chine aux enfants qui ne sont pas enregistrés. Un peu de compassion peut faire beaucoup, peut-être autant que l'expérience.

Ma question supplémentaire s'adresse au même ministre.

[Français]

Pourquoi le gouvernement refuse-t-il à la famille Siu le droit fondamental de donner naissance à leur enfant en toute sécurité? Pourquoi le gouvernement insiste-t-il pour mettre l'avenir de cet enfant et de ses parents en danger?

L'hon. Marcel Danis (ministre d'État (Jeunesse), ministre d'État (Condition physique et Sport amateur) et leader adjoint du gouvernement à la Chambre des communes): Madame la Présidente, l'honorable députée, avec l'expérience qu'elle possède en tant qu'avocate, comme je le disais plus tôt, devrait savoir que tous les cas, lorsque la Commission de l'immigration et du statut de réfugié, par exemple, ordonne une déportation,

Questions orales

[Traduction]

...sont examinés à la lumière de considérations humanitaires. Ce cas sera examiné comme tous les autres.

* * *

[Français]

LES CONSOMMATEURS

M. Eugène Bellemare (Carleton—Gloucester): Madame la Présidente, ma question s'adresse au ministre des Consommateurs et des Sociétés et elle a trait à la nomination de Nicolas Murray, président du conseil d'administration de l'Association des consommateurs du Canada, au poste de président du Bureau d'information du gouvernement concernant la TPS.

Pourquoi le ministre a-t-il miné la crédibilité de l'agence de protection des consommateurs en offrant un poste de patronage à M. Murray derrière le dos—et je le répète—derrière le dos de l'exécutif de l'Association des consommateurs du Canada?

[Traduction]

L'hon. Otto Jelinek (ministre du Revenu national): Madame la Présidente, je rejette, bien sûr, les accusations contenues dans la question du député, mais je dois l'informer, ainsi que la Chambre, que l'Association des consommateurs du Canada a tenu hier soir une réunion de tout son conseil d'administration, réunion au cours de laquelle M. Murray a donné sa démission, dans l'intérêt de tous les consommateurs du Canada. L'Association a accepté avec regret sa démission. Dans le communiqué que l'Association des consommateurs a diffusé ce matin, on pouvait lire:

M. Murray pourra ainsi se consacrer entièrement à son nouveau poste de président du Bureau d'information des consommateurs. L'ACC est heureuse de la nomination [...] de M. Murray à ce poste où il pourra exercer ses talents exceptionnels de communicateur en matière d'information des consommateurs. L'ACC estime qu'il est important que l'organisme de M. Murray fasse rapport directement au public, par l'entremise du Parlement.

Ce sera évidemment le cas.

M. Eugène Bellemare (Carleton—Gloucester): Madame la Présidente, je reçois à l'instant le même communiqué. Il y a une phrase que le ministre a laissée de côté, soit:

Le conseil d'administration de l'Association des consommateurs du Canada a accepté la démission de M. Nickolas Murray du poste de président de l'ACC.

Ma question s'adresse au ministre des Consommateurs et des Sociétés, l'actuel ministre qui n'est pas au courant ou qui ne veut pas nous mettre au courant. Tout ce que je